



## Économie québécoise — le virage est bien amorcé

Dans l'édition estivale de la revue *Options politiques*, le professeur Marcel Boyer établit un diagnostic trop sévère sur la santé de l'économie québécoise. À force de jouer les Cassandre, il est facile de tomber dans l'exagération. En misant sur des statistiques des années 1980 et 1990, M. Boyer a occulté le virage économique que le Québec a pris depuis quatre ans.

La réalité est que l'écart avec nos voisins se comble. Les gestes posés par le gouvernement de Jean Charest n'y sont pas étrangers. Ces gestes peuvent être regroupés en trois éléments.

Le premier est la multiplication des efforts du gouvernement pour réduire la taille de l'État et le rendre plus souple, des partenariats public-privé aux programmes simplifiés. Depuis quatre ans, les dépenses de l'État sont sous contrôle avec un taux de croissance moyen de 4,2 p. 100 au Québec comparativement à 6,7 p. 100 pour le reste du Canada. Aucun gouvernement canadien à l'exception de la Colombie-Britannique n'a fait mieux. Depuis 2003, la taille de l'État a été réduite de plus de 3 400 employés alors qu'elle augmentait de plus de 2 000 postes par année avant notre arrivée au pouvoir, nous permettant de générer des économies récurrentes de plus de 650 millions de dollars par année.

C'est également au cours des dernières années que le développement hydroélectrique a été relancé avec des investissements de 30 milliards de dollars sur 10 ans, une vision de long terme pour assurer l'avenir de nos enfants.

En deuxième lieu, grâce à cette gestion rigoureuse des dépenses publiques, le Québec, jadis champion nord-américain des impôts, a comblé plus des deux tiers de l'écart qui le séparait de la moyenne canadienne en 2003. Avec les dernières baisses d'im-

pôts de 950 millions de dollars, il n'y a que quatre provinces canadiennes où les impôts sont plus bas qu'au Québec.

De plus, à compter de 2011, la taxe sur le capital des entreprises sera complètement éliminée, elle qui punit les investissements au lieu de les récompenser.

Le troisième élément, c'est la détermination du gouvernement de garder le contrôle sur son endettement. Si la dette est importante, nos efforts pour l'alléger le sont davantage. Ainsi, nous avons créé le Fonds des générations. Grâce à ce fonds, la part relative de la dette dans l'économie fléchira à moins de 25 p. 100 d'ici 2026, et le dernier budget prévoit un remboursement atteignant un milliard de dollars par année.

Chose certaine, l'agence de crédit Moody's, elle, reconnaît les efforts du gouvernement puisqu'elle a haussé la cote du Québec à son niveau le plus élevé depuis le milieu des années 1970.

Le Québec ne peut plus se permettre d'ignorer la restauration de ses infrastructures. Quarante ans de négligence par les gouvernements successifs ont laissé nos infrastructures dans une piètre situation. C'est pourquoi notre gouvernement a consenti des investissements record de plus de 30 milliards de dollars pour les cinq prochaines années, dont les deux tiers seront consacrés au maintien et à la réfection notamment de nos routes, de nos hôpitaux et de nos écoles.

Aussi, nous oublions souvent que le Québec dispose d'actifs publics considérables en contrepartie de sa dette. M. Boyer affirme que certains évaluent la valeur marchande des actifs d'Hydro-Québec entre 100 et 150 milliards de dollars. Si on y ajoute la SAQ et Loto-Québec, le total est imposant.

La taille de notre dette n'a d'égal que ma volonté d'en réduire le fardeau.

Je maintiendrai le cap afin de léguer à nos enfants un avenir plus prospère.

Le texte de M. Boyer met le doigt sur les facteurs qui ralentissent le Québec depuis longtemps. Je tenais moi-même un discours semblable il y a cinq ans, embarrassée de voir le Québec traîner à la queue du peloton.

Mais depuis ce temps, notre gouvernement a entrepris un véritable virage. Et l'économie du Québec, déjà, reprend du poil de la bête.

On le constate en jetant un coup d'œil au taux de chômage. À environ 7 p. 100 en moyenne cette année, il est à son plus bas niveau depuis 33 ans et bien en deçà du taux de 9,3 p. 100 enregistré il y a à peine quatre ans. Le taux d'emploi a également augmenté, passant de 59,9 p. 100 en avril 2003 à 61,1 p. 100 en août 2007, un niveau record pour le Québec.

On le voit aussi dans les indices de notre enrichissement, à savoir la croissance du PIB réel par habitant qui, depuis 2003, a dépassé en moyenne celle de l'Ontario.

Les réformes durables exigent beaucoup de doigté, afin d'éviter de jeter le bébé avec l'eau du bain. Pensons à l'erreur commise par le précédent gouvernement avec la mise à la retraite de 1 500 médecins et 4 000 infirmières.

Que ce soit l'Irlande, la Suède ou la Nouvelle-Zélande, les pays qui ont réussi à relever les défis que M. Boyer évoque y ont mis plus d'une décennie. Le Québec est en marche. Les objectifs que je poursuis sont ambitieux et stimulants. C'est avec rigueur et transparence que je travaille chaque jour à les atteindre.

*Monique Jérôme-Forget est ministre des Finances et présidente du Conseil du trésor.*